

Il n'est pas étonnant que le premier ministre de la Nouvelle-Écosse ait exprimé de grandes espérances (ainsi que l'a rapporté le *Chronicle-Herald* d'Halifax le 27 octobre) avant de recevoir cette lettre fort décourageante que le premier ministre du Canada a écrite le 31 octobre et dans laquelle il disait que rien ne serait accompli à la conférence de novembre, qu'aucune proposition ne serait présentée, qu'il n'y avait rien de défini, qu'il y aurait seulement des entretiens.

Or, c'est précisément ce que je croyais devoir arriver; c'est précisément ce que j'ai dit qui arriverait lorsque je me trouvais à Winnipeg, le 19 octobre, après avoir posé une ou deux questions à la Chambre. J'ai dit que le gouvernement, aussi longtemps que possible, se proposait de faire absolument rien pour les provinces et que, lorsqu'il serait contraint d'agir à force de pressions il avait l'intention de donner aux provinces pauvres moins que ce qui leur revient. Je persiste à croire que telle est son intention. S'il n'en est pas ainsi, je ne puis comprendre qu'on ne nous dise pas au Parlement quelles sont ces propositions.

On nous a dit qu'il y aurait une conférence immédiatement après les élections, non pas cinq mois après. Le gouvernement a sûrement eu tout le temps voulu pour examiner ce problème et exposer ses vues à ce sujet. Ce qui a troublé beaucoup d'entre nous qui représentent les provinces pauvres, c'est que nulle part, au cours de la campagne électorale, le premier ministre n'a dit que les versements supplémentaires qu'il a promis maintiendraient le principe de la péréquation. Je veux être juste. Le premier ministre a déclaré, il est vrai, qu'aucune province ne perdrait quoi que ce soit de ce qu'elle recevait déjà. Il a dit que la péréquation actuelle devrait être maintenue, mais il n'a jamais dit que le principe de péréquation serait maintenu dans les subventions futures. C'est un point extrêmement important. C'est pourquoi on ne peut échapper à l'impression que le gouvernement se propose de tenir à court les autres provinces pour accéder aux exigences du premier ministre de l'Ontario.

Le premier ministre de l'Ontario a demandé, aux tribunes où l'accompagnait le premier ministre fédéral pendant la campagne électorale, un autre montant de 100 millions de dollars. Je tiens, encore une fois, à être juste envers le premier ministre. Il n'a jamais annoncé qu'il allait donner ce montant. Il a même dit à Saskatoon qu'il n'avait formulé aucune promesse au premier ministre de l'Ontario. Cependant, celui-ci a réclamé

[L'hon. M. Pickersgill.]

100 millions. Je crois même qu'il a dit, l'autre jour, à Toronto qu'il s'attendait à les recevoir. J'ai fait un calcul aussi approchant que possible, avec les données dont je dispose, de ce que \$100 consentis à l'Ontario signifieraient selon la formule de M. Harris.

**Une voix:** Vous voulez dire 100 millions de dollars!

**L'hon. M. Pickersgill:** Non, \$100; c'est la même chose, on n'a qu'à ajouter quelques zéros. Il m'a semblé plus simple de prendre le chiffre de \$100 pour l'Ontario et de calculer ce que recevraient alors les autres provinces. Évidemment, ces chiffres ne sont pas définitifs, mais d'après les plus récents qui ont été publiés, j'ai calculé ce que les autres provinces recevraient sous forme de revenu supplémentaire, sans double imposition. Ce calcul indique que pour \$100 que l'Ontario retire, le Québec reçoit environ \$83.50; la Colombie-Britannique, presque \$28; l'Alberta, un peu plus de \$20; la Saskatchewan, un peu plus de \$16.50; le Manitoba, environ \$15.50; la Nouvelle-Écosse, environ \$12.75; le Nouveau-Brunswick, un peu plus de \$10; Terre-Neuve, environ \$7.75 et l'Île du Prince-Édouard, moins de \$2.

Ce qui revient à dire que pour \$100 que l'Ontario reçoit, toutes les autres provinces reçoivent environ \$195. En d'autres termes, si l'on suivait le principe de péréquation, les 100 millions de dollars de M. Frost coûteraient chaque année au Trésor 295 millions, d'après les calculs les plus récemment publiés. Peut-être même que ce chiffre est encore plus élevé, mais à tout événement il atteint ce total.

Nul ne saurait nier, je crois,—à commencer par le premier ministre lui-même, j'en suis sûr,—que pendant la campagne électorale ce dernier a donné à entendre aux provinces atlantiques qu'elles obtiendraient mieux que ce que M. Harris leur avait réservé. Il est certain que c'est là l'impression qu'ont suscitée les discours du premier ministre. Pendant la campagne électorale, le très honorable leader de l'opposition (M. St-Laurent) a donné à entendre, et même prédit que les provinces pauvres seraient moins bien traitées, et je crains que cette appréhension ne se répande de plus en plus dans les provinces pauvres à mesure que le temps passe et qu'on remet le problème en question.

Il semble que nous aurons ici à Ottawa, les 25 et 26 novembre, une autre conférence semblable à celle du Mont-Tremblant. Puis la conférence véritable sera renvoyée à l'année prochaine, ainsi que la question des échanges commerciaux. Quelque chose se présentera peut-être entre temps qui permettra de la différer encore. Je ne pense pas